

ACTION URGENTE

UN AVOCAT CHINOIS DÉTENU POUR AVOIR DÉFENDU SA CLIENTE

Ren Quanniu, l'avocat de l'assistante juridique Zhao Wei, a été officiellement placé en détention le 9 juillet, soupçonné d'avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public » après avoir exprimé ses inquiétudes quant à sa cliente et avoir demandé qu'une enquête soit ouverte sur les conditions de sa détention. Cet homme risque d'être victime de torture et d'autres mauvais traitements.

Ren Quanniu, l'avocat qui a défendu Zhao Wei, a été officiellement placé en détention le 9 juillet, soupçonné d'avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public ». Cette accusation fourre-tout est souvent utilisée pour arrêter des militants en Chine. D'après une publication du 7 juillet sur le compte de réseaux sociaux officiel du bureau de la Sécurité publique de Tianjin, Zhao Wei, l'assistante juridique de l'avocat Li Heping (également en détention), a été libérée sous caution. Le bureau de la Sécurité publique de Zhengzhou a annoncé le 8 juillet sur son compte Weibo officiel que Ren Quanniu avait été appréhendé, puis le 9 juillet, qu'il avait avoué avoir répandu de fausses rumeurs selon lesquelles Zhao Wei avait été victime de harcèlement sexuel pendant sa détention. Ren Quanniu a rencontré ses avocats au centre de détention n° 3 de la ville de Zhengzhou le 11 juillet. D'après eux, il garde le moral et a nié avoir avoué l'infraction présumée. Il a continué de clamer son innocence et a affirmé que toutes les actions qu'il a entreprises dans le cadre de ses fonctions professionnelles en tant qu'avocat de Zhao Wei étaient parfaitement légales.

La femme de Ren Quanniu, Hu Youling, a été emmenée par des policiers pour être interrogée le 13 juillet au soir et a été libérée le même jour. Zhang Zunjie, l'un des avocats de Ren Quanniu, a indiqué que son employeur lui a demandé d'abandonner cette affaire. Chang Boyang, un autre des avocats de Ren Quanniu, a indiqué que deux policiers l'ont interpellé le matin du 14 juillet, alors qu'il quittait son immeuble et ont exigé qu'il se présente aux autorités et qu'il s'entretienne avec elles au téléphone tous les jours.

La détention de Ren Quanniu est liée à des informations largement discutées sur les réseaux sociaux selon lesquelles Zhao Wei aurait été sexuellement harcelée pendant sa détention. Ren Quanniu a publié un message sur son compte Weibo le 27 mai dans lequel il exprimait ses inquiétudes quant à ces informations. Les autorités ayant refusé de le laisser rendre visite à Zhao Wei, il n'a pas pu vérifier ces informations par lui-même. Il a publié un message sur Weibo indiquant qu'il avait déposé une requête officielle auprès du parquet populaire municipal de Tianjin, demandant qu'une enquête sur la situation de sa cliente en détention soit ouverte.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités chinoises à libérer immédiatement et sans condition Ren Quanniu, qui est détenu uniquement pour avoir exercé ses activités professionnelles légitimes en tant qu'avocat ;
- engagez-les à veiller à ce que pendant sa détention, Ren Quanniu puisse s'entretenir régulièrement et sans restriction avec sa famille et les avocats de son choix et à ce qu'il ne soit pas soumis à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements ;
- demandez-leur de veiller à ce que la famille et les avocats de Ren Quanniu ne soient pas victimes de manœuvres de harcèlement ou d'intimidation.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 25 SEPTEMBRE 2016 À :

Directeur du bureau de la Sécurité publique de
Zhengzhou

Shen Qinghui
Zhengzhou Shi Gong'an Ju
110 Erqilu 450000
Zhengzhou Shi
République populaire de Chine
Tél : +86 371 66229110 (en chinois uniquement)
Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur,

Directeur du centre de détention municipal n° 3
de Zhengzhou

Zhao Yuexi
Guxu Lu, Guying Zhen, Huiji Qu
Zhengzhou Shi, 450000
République populaire de Chine
Tél : +86 371 96200706 (en chinois
uniquement)
Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur,

Copies à :

Ministre de la Sécurité publique
Guo Shengkun
14 Dong Chang'an Jie
Dongcheng Qu, Beijing Shi 100741
République populaire de Chine
Tél : +86 10 66262114 (en chinois uniquement)
Courriel : gabzfwz@mps.gov.cn

**Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur
le Ministre,**

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN AVOCAT CHINOIS DÉTENU POUR AVOIR DÉFENDU SA CLIENTE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Entre le début de la répression sans précédent qui a commencé le 9 juillet 2015 contre les avocats et militants chinois et juillet 2016, au moins 248 personnes ont été interrogées ou placées en détention. Parmi les personnes détenues ou interrogées figurent des avocats des droits humains, leur personnel, leurs associés et même des membres de leur famille. Au moins 17 avocats et militants ont été officiellement arrêtés, dont 13 pour des infractions liées à la sûreté de l'État. Presque toutes les personnes placées en détention dans le cadre de la répression ont été privées de leur droit d'être assistées par un avocat et de recevoir la visite de leurs proches.

Zhao Wei était une assistante de l'avocat des droits humains de Pékin, Li Heping, et l'aidait pour les affaires concernant les victimes d'expulsions foncières forcées et d'autres violations des droits humains. Zhao Wei a été placée en détention par les autorités le 10 juillet 2015, dans le cadre de la répression. L'avocat Ren Quanniu, engagé par la mère de Zhao Wei pour la représenter, n'a été informé que verbalement par un agent de la force publique du bureau de la Sécurité publique du district de Hexi, à Tianjin, que Zhao Wei avait été placée en détention pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public » fin juillet 2015. Le 22 septembre 2015, Ren Quanniu a été informé, à nouveau verbalement uniquement par un agent de la force publique du bureau de la Sécurité publique du même district, que Zhao Wei avait été placée en « résidence surveillée dans un lieu désigné », car elle était soupçonnée d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Pendant la détention de Zhao Wei, les autorités ont rejeté toutes les demandes de Ren Quanniu de l'autoriser à la voir, affirmant que sa cliente était impliquée dans une affaire « mettant en danger la sécurité nationale » et que lui permettre de la rencontrer interférerait avec l'enquête. La mère de Zhao Wei et Ren Quanniu n'ont été informés par les autorités chargées de la sécurité publique que le 11 janvier que Zhao Wei avait été officiellement arrêtée le 8 janvier pour « subversion du pouvoir de l'État » et qu'elle avait été placée en détention au centre de détention municipal n° 1 de Tianjin.

Ren Quanniu s'est de nouveau rendu au centre de détention n° 1 de Tianjin le 28 janvier pour essayer de rencontrer Zhao Wei, mais il a été informé qu'elle avait engagé un autre avocat et qu'il n'était par conséquent plus autorisé à la représenter. La mère de Zhao Wei a nié ces affirmations. Ren Quanniu a également découvert que le Bureau municipal de la Sécurité publique de Tianjin était en charge de l'affaire de Zhao Wei. Ce même jour, il a engagé une procédure judiciaire contre le Bureau municipal de la Sécurité publique de Tianjin pour l'avoir empêché de mener ses activités en tant qu'avocat de Zhao Wei, mais il n'a reçu aucune réponse du parquet avant sa détention.

Amnesty International a constaté qu'il est commun que les autorités en Chine changent les avocats des défenseurs des droits humains en détention. Soit les détenus sont forcés à renvoyer leurs avocats, soit les autorités prétendent qu'ils les ont renvoyés, afin de les obliger à être représentés par les avocats désignés par ces mêmes autorités. Dans certains cas, ils sont tout simplement privés de la possibilité de consulter un avocat.

Le ministère de la Sécurité publique a publié un article sur son site Internet le 8 juillet, intitulé « Les avocats qui répandent des rumeurs doivent être sanctionnés ». Cet article a été publié tout juste un jour après l'annonce de la libération sous caution de Zhao Wei. Après le 7 juillet, quelques messages ont été publiés sur le compte Weibo de Zhao Wei, notamment un message selon lequel elle était choquée d'apprendre que Ren Quanniu avait répandu la rumeur selon laquelle elle avait été sexuellement harcelée. On ignore cependant où se trouve Zhao Wei. Un tweet sur son compte Weibo, dans lequel elle remerciait les personnes l'ayant soutenue et les « nombreux et sincères policiers en uniforme qui ont travaillé sur son affaire et l'ont aidée », a éveillé des soupçons, laissant penser que ce message avait été dicté, ou même directement envoyé par la police. Le 10 juillet, Zhao Wei s'est entretenue au téléphone avec le journal South China Morning Post (SCMP) et a réitéré les messages publiés sur son compte Weibo. Le SCMP a cependant indiqué qu'il n'avait pas pu déterminer où Zhao Wei se trouvait, ni si elle était sous surveillance au moment de l'entretien et qu'elle avait refusé leur demande d'entretien en personne. Son mari, qui n'a pas pu la voir ou lui parler depuis sa libération sous caution présumée, a indiqué au SCMP qu'il ne croyait pas que sa femme était réellement l'auteure de ces publications et qu'il pensait qu'elle avait été forcée à les envoyer. Le 13 juillet, Ji Huiyun, une avocate affirmant être chargée de la défense de Zhao Wei, a publié la photo d'une lettre manuscrite sur son compte Weibo, dans laquelle sa cliente l'autorisait à tenter une action devant la justice civile contre Ren Quanniu pour diffamation pour avoir répandu de fausses informations selon lesquelles elle avait été victime de harcèlement sexuel pendant sa détention.

Nom : Ren Quanniu (h)

Homme

AU 165/16, ASA 17/4448/2016, 14 July 2016